

UN NOUVEAU DÉPART POUR L'EUROPE
UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR L'ALLEMAGNE
UNE NOUVELLE COHÉSION POUR NOTRE PAYS

Contrat de coalition entre la CDU, la CSU et la SPD
19e mandat

– Extraits –



UN NOUVEAU DÉPART POUR L'EUROPE
UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR L'ALLEMAGNE
UNE NOUVELLE COHÉSION POUR NOTRE PAYS

Contrat de coalition entre
la CDU, la CSU et la SPD
19e mandat
– Extraits –

EMPREINTE

**Bureau Européen
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**
Avenue de l'Yser 11
1040 Bruxelles

Conformation et Impression:
Druckerei Franz Paffenholz GmbH
Königstraße 82
53332 Bornheim
Allemagne

Texte:
www.bundesregierung.de

Traduction:
EuroMinds Linguistics Ltd.
Isestrasse 636
20149 Hamburg
Tel: +32 487 63 11 18

Bruxelles 2018

CONTENU

AVANT-PROPOS	7
Préambule	9
I. Un nouveau départ pour l'Europe	11
II. Une nouvelle dynamique pour l'Allemagne.....	14
III. L'Allemagne prend ses responsabilités pour préserver la paix, la liberté et la sécurité dans le monde.....	21
1. Politique extérieure et politique de sécurité européennes	22
2. Alliances et partenariats internationaux et européens	23
3. Désarmement et politique restrictive d'exportation d'armes	24
4. Coopération bilatérale et régionale en Europe et dans le monde.....	25
5. Soutien aux fondations politiques	28
6. Droits de l'homme, prévention des crises et aide humanitaire	29
7. Modernisation de la Bundeswehr	30
8. Politique de développement pour une mondialisation juste.....	32

AVANT-PROPOS

L'accord de coalition conclu entre la CDU, la CSU et la SPD comme base du travail gouvernemental du nouveau gouvernement fédéral a également attiré un grand intérêt à l'échelle internationale. Intitulé « Un nouveau départ pour l'Europe. Une nouvelle dynamique pour l'Allemagne. Une nouvelle cohésion pour notre pays », les partis au pouvoir s'étaient mis d'accord sur les priorités de la nouvelle coalition pour les prochaines années le 14 mars. Faisant suite à de nombreuses demandes internationales par rapport aux priorités de la politique étrangère allemande, la Konrad-Adenauer-Stiftung présente ici le préambule de l'accord ainsi que le chapitre sur la responsabilité de l'Allemagne pour la paix, la liberté et la sécurité dans le monde en traduction anglaise / française.

Bruxelles, Mai 2018

PRÉAMBULE

Au niveau politique, la période que nous vivons actuellement est riche en enjeux, aussi bien en Allemagne qu'au niveau international et national. Le monde entier connaît bien l'Allemagne en tant que partenaire. Cependant, elle ne pourra garantir la pérennité de la paix, de la sécurité et de la prospérité que si l'Europe prend un nouveau départ. L'Union européenne doit maintenir et renouveler ses valeurs et sa promesse de prospérité. Seule une Union européenne forte sera en mesure de garantir la paix, la sécurité et la prospérité.

Ce que nous voulons, c'est une nouvelle dynamique pour l'Allemagne. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions pérenniser nos acquis et poursuivre sur cette voie. Nous bénéficions d'une situation de départ satisfaisante. Notre économie est en plein essor. Jamais encore le taux de chômage n'avait été aussi faible. Ces résultats sont aussi à mettre au crédit de la coopération au niveau gouvernemental des partis de la CDU, de la CSU et du SPD. Notre puissance économique actuelle nous ouvre des perspectives d'équité pérenne sur le long terme. Notre objectif consiste à assoir une croissance durable et vaste dont les retombées profitent à chacun. Nous souhaitons mobiliser le potentiel créatif de l'Allemagne et exploiter les opportunités offertes par la numérisation. L'Allemagne a besoin de progrès économique et social, auquel chacun contribue.

Nous voulons que chacun profite de la prospérité. Les résultats des dernières élections ont permis de constater que beaucoup de citoyens étaient mécontents et inquiets. Nous en avons tiré les leçons, d'où le présent accord de coalition et sa politique. Nous tenons à conserver les éléments positifs, mais tout en faisant preuve du courage nécessaire pour ouvrir les débats politiques, nous renouveler et changer ce qui doit l'être.

Les citoyens ont grand besoin d'un esprit de communauté et de se sentir en sécurité au quotidien. Ils tiennent à conserver leur identité culturelle. Ils ont soif de stabilité et de partage, et appellent de leurs vœux une politique déterminante qui rassemble. En Allemagne, des millions de gens s'engagent dans des initiatives sociales, culturelles et locales, ainsi que dans les conseils municipaux, les conseils de comté, les églises et communautés religieuses pour le bien de la communauté dans son ensemble. Avec leur aide, nous voulons rendre notre pays plus agréable, plus sûr et plus juste.

Nous allons aborder les problèmes qui touchent les citoyens au quotidien et nous nous fixons des objectifs ambitieux pour les quatre années à venir. Nos efforts visent la stabilité et la cohésion, le renouvellement et la sécurité, ainsi que l'égalité des conditions de vie dans notre pays. Nous considérons que les enjeux particuliers en Allemagne de l'Est font partie de la mission de l'Allemagne dans son ensemble.

Nous voulons renforcer la cohésion sociale au sein de notre pays et surmonter les divisions. Nous prenons les angoisses de nos citoyens très au sérieux et devons travailler tous ensemble à les faire disparaître. Nous voulons donner à tous les enfants et jeunes les mêmes chances au niveau éducatif afin que leur avenir dépende de leurs compétences et de leurs talents, et non de leur origine sociale. Nous leur ouvrons de nouvelles perspectives de travail et de sécurité pour quand ils seront plus vieux.

Nous voulons que nos citoyens puissent exploiter de nombreuses opportunités et puissent vivre en sécurité. Nous voulons des familles solides et œuvrons à un meilleur équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle.

Notre objectif commun est le plein-emploi en Allemagne. Là encore, nous voulons instaurer un meilleur équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle, mais aussi moderniser nos systèmes de protection sociale. Nous allons améliorer encore l'assurance maladie et l'assurance de soins, le système de retraite et l'aide aux chômeurs, et procéder à des ajustements des conditions cadres afin que les citoyens continuent d'être assurés de manière fiable à l'avenir.

Nous voulons renouveler notre pays, investir dans l'avenir et stimuler l'innovation afin de maintenir et d'améliorer notre prospérité.

Nous investissons dans notre pays. Nous voulons mettre à disposition suffisamment de places de crèche, d'écoles équipées en nouvelles technologies numériques et un accès à Internet rapide aussi bien en ville qu'à la campagne. Nous travaillons à faire de l'Allemagne l'économie la plus efficace au monde sur le plan énergétique. Nous renforçons nos services de sécurité et garantissons ainsi à nos citoyens une sécurité maximale.

Nous allons façonner la révolution numérique de l'économie, du monde du travail et de la société de manière à ce qu'elle profite à chacun. Nous misons sur l'innovation et tenons à ce que le progrès technique se mette au service du social.

À l'avenir, nous allons mieux gérer et organiser les courants migratoires, ainsi qu'encourager et faciliter l'intégration des immigrés dans notre société. Nous répondrons ainsi à deux problématiques, à savoir les mouvements migratoires internationaux et le besoin de main-d'œuvre qualifiée en Allemagne.

Par notre engagement à l'échelle internationale, nous voulons apporter une contribution essentielle à l'amélioration des conditions de vie partout dans le monde, ainsi qu'à la restauration et à la pérennisation de la paix.

Nous tenons à renforcer encore la confiance des citoyens dans la capacité d'action des politiques en axant notre travail sur le renouvellement et la cohésion. Nous voulons mettre en place un gouvernement stable, disposant d'une grande capacité d'action et qui fait ce qui est juste. Nous aspirons pour ce faire à adopter un style politique qui privilégie les débats publics, souhaite que les différences restent visibles et renforce ainsi la démocratie.

I. UN NOUVEAU DÉPART POUR L'EUROPE

Historiquement, l'Union européenne est un projet unique de paix et de prospérité qui doit perdurer. Elle allie les notions d'intégration et de prospérité économiques à celles de liberté, de démocratie et de justice sociale. Cette vision européenne s'articule autour de l'idée selon laquelle l'UE doit exploiter sa puissance politique et économique commune pour établir la paix à l'extérieur de ses frontières, et la sécurité et la prospérité en son sein.

L'Allemagne est redevable à tout jamais à l'Europe. Nous sommes par conséquent au service de sa réussite. Pour l'Allemagne, une Europe forte et unie constitue la meilleure garantie d'un avenir radieux alliant paix, liberté et prospérité.

L'histoire et le succès de l'unification européenne ne sont pareils à nuls autres, de même que ses progrès. Les défis auxquels l'Union européenne fait face sont énormes. Le Royaume-Uni a décidé de quitter l'UE. Les enjeux liés à l'exil et aux courants migratoires mettent à rude épreuve le partenariat et la solidarité européens. La croissance et l'emploi connaissent à nouveau une forte embellie en Europe. Pour autant, les séquelles de la crise économique n'ont pas encore tout à fait disparu. Dans certaines parties de l'Europe, le chômage chez les jeunes est encore préoccupant. Nous voulons défendre les principes de base uniformes et démocratiques sur lesquels sont bâtis les accords européens contre toute attaque par des partis et mouvements politiques.

Sans oublier: ces dernières années, les rapports de force mondiaux ont connu une mutation profonde tant au niveau politique, qu'économique et militaire. Les nouvelles priorités aux États-Unis, le renforcement de la Chine et la politique de la Russie ne laissent aucun doute: l'Europe doit plus que jamais prendre son destin en main. Ce n'est qu'en étant unie que l'UE a une chance de s'imposer dans ce monde et de défendre ses propres intérêts. Ce n'est qu'en étant unis que nous pourrions défendre nos valeurs et notre modèle de société solidaire qui s'allie à l'économie sociale de marché. Nous devons répondre aux défis de l'époque actuelle par une Europe humaine, forte, démocratique, compétitive et sociale.

Par conséquent, l'UE a besoin de se renouveler et de prendre un nouveau départ:

Nous voulons une Europe synonyme de démocratie et de solidarité

- Nous voulons approfondir la cohésion en Europe en nous appuyant sur ses valeurs démocratiques et juridiques à tous les niveaux et renforcer le principe de solidarité mutuelle.
- Nous voulons que l'Allemagne prenne part activement aux débats concernant l'avenir de l'UE et soit à l'origine d'un renforcement de l'intégration européenne. En outre, nous voulons que les citoyens prennent part dans l'ensemble de l'Allemagne aux dialogues publics autour des réformes en Europe. La percevant ainsi comme plus proche et plus transparente, ils devraient lui faire davantage confiance.
- Nous voulons une Europe de la démocratie, dotée d'un parlement européen renforcé et d'un régime parlementaire dynamique tant au niveau national, que régional et municipal.
- Les valeurs et principes démocratiques et juridiques sur lesquels repose l'unification européenne doivent être mis en œuvre de manière plus intense que jamais à travers toute l'Europe.

Nous voulons une Europe synonyme de compétitivité et d'investissement

- En investissant en Europe, nous investissons dans l'avenir de notre pays. La croissance et la prospérité de l'Allemagne sont indissociables de celles de l'Europe.
- Nous voulons renforcer la compétitivité de l'UE et ses forces de croissance dans le contexte de la mondialisation afin de pérenniser les emplois en UE et d'en créer de nouveaux: il s'agit là du principe de base d'une prospérité sur la durée.
- L'économie sociale de marché qui repose sur la responsabilité des entreprises, le partenariat social, l'implication des travailleurs et une redistribution équitable de la prospérité générée a besoin d'une renaissance, précisément en ces temps de révolution numérique.
- Au sein de l'UE ? nous renforçons la politique stratégique de recherche, les capacités d'innovation et l'ensemble du marché intérieur numérique.
- Nous voulons renforcer les forces d'investissement en Europe, et ainsi souligner le fait que nous poursuivons et développons des initiatives, telles que le programme d'investissement européen EFSI.
- En outre, nous avons besoin d'une politique de cohésion européenne forte dans toutes les régions, en particulier celles qui sortent tout juste

d'une période de transition et celles qui évoluent énormément. Nous voulons absolument conserver les fondations structurelles importantes de l'UE. Cela ne doit pas changer même une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'UE.

Nous voulons une Europe synonyme de chances et d'équité

- L'Europe doit être le continent des opportunités, en particulier pour les jeunes. Ils sont l'avenir de l'Europe. Nous voulons que les espoirs des jeunes puissent reposer sur l'Europe. Nous voulons qu'ils trouvent de bons emplois, qu'ils puissent se déplacer librement et sans encombre à travers l'Europe, qu'ils puissent nouer des amitiés et expérimenter la convivialité européenne. C'est la raison pour laquelle nous prévoyons de développer les programmes d'échange, du type Erasmus+, et de mettre davantage de moyens à l'échelle de l'UE pour lutter contre le chômage chez les jeunes.
- Au travers d'un pacte social, nous voulons renforcer les droits sociaux fondamentaux, en particulier le principe de salaire égal à tâches égales sur un même lieu de travail au sein de l'UE. Nous tenons à établir des conditions cadres équitables pour les travailleurs et assurer une meilleure coordination de la politique du travail. La version révisée de la directive sur le détachement doit être achevée rapidement et si possible en y intégrant de nouvelles améliorations.
- Nous voulons mettre au point un cadre pour les réglementations concernant les salaires minimums, ainsi que pour les systèmes nationaux de revenus minimums au sein des États de l'UE. En luttant activement contre le dumping salarial et les inégalités sociales dans les pays plus faibles économiquement en Europe, nous protégeons également l'État social et l'économie sociale de marché en Allemagne.
- Nous voulons encourager une mobilité équitable tout en empêchant l'immigration illégale et l'utilisation abusive des systèmes de sécurité sociale.
- Nous voulons pouvoir mieux comparer les normes de formation au sein de l'UE.
- Nous luttons contre le dumping fiscal, l'évasion fiscale, la fraude fiscale et le blanchiment d'argent aussi bien à l'échelle internationale qu'au sein de l'UE.
- Nous soutenons l'idée d'une fiscalité équitable pour les grands groupes, y compris pour les groupes Internet du type Google, Apple, Facebook et Amazon.

- À l'avenir, les entreprises ne doivent plus pouvoir échapper à leur responsabilité sociale en montant les États de l'UE les uns contre les autres. Le dumping fiscal doit être éliminé.
- Nous soutenons l'idée d'une base d'imposition commune et consolidée, et de taux d'imposition minimaux pour les impôts sur les sociétés. En partenariat avec la France, nous voulons prendre une initiative à cet effet afin de donner également une réponse européenne aux changements et défis internationaux dans ce domaine, notamment aux États-Unis.
- Nous voulons mettre en place un impôt substantiel sur les transactions financières.

Nous voulons une Europe synonyme de paix et de responsabilité mondiale

- L'Europe se doit de répondre aux défis mondiaux. C'est d'une même voix que nous rejetons en bloc le protectionnisme, l'isolationnisme et le nationalisme. En effet, nous avons besoin de davantage de coopération à l'échelle internationale.
- Les défis locaux ne peuvent réellement trouver de solution qu'à l'échelle locale. Par conséquent, nous devons appliquer le principe de subsidiarité, également dans le but de renforcer le champ d'action des communes et pays.
- La politique européenne commune en matière d'affaires étrangères et de sécurité doit être renforcée afin de garantir la force de l'Europe en matière de maintien de la paix. Elle doit appliquer le principe de primauté du politique sur le militaire, et viser le maintien de la paix, la détente politique et la prévention civile des crises. Nous voulons renforcer la collaboration dans le cadre de la politique de sécurité et de défense (PESCD), et lui donner vie.
- La politique d'élargissement de l'UE reste importante pour soutenir la paix, la stabilité et la collaboration. Par ailleurs, l'UE doit garantir sa capacité d'action par des réformes internes. Tous les pays des Balkans occidentaux envisagent d'adhérer. Nous soutenons leur rapprochement avec l'UE et prêtons une attention particulière à l'évolution de la situation en matière de démocratie et d'État de droit. La condition préalable au rapprochement est que les États de la région remplissent les critères correspondants.
- En matière de politiques de gestion des réfugiés et des courants migratoires, l'UE doit assumer ses responsabilités humanitaires tout en organisant et gérant mieux ces mouvements migratoires. Au niveau mondial, nous voulons lutter contre les causes mêmes de l'exil, protéger ensemble plus efficacement les frontières exté-

rieures de l'UE et répartir les responsabilités au sein de l'UE de manière solidaire.

- Nous voulons développer notre coopération avec l'Afrique à tous les niveaux par le biais d'une stratégie africaine cohérente. Nous soutenons l'idée d'un Plan Marshall avec l'Afrique pour soutenir l'Union africaine dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063.
- Nous voulons une politique commerciale ouverte et équitable, profitant à tous et visant la croissance, la durabilité et l'équité.
- L'UE doit jouer un rôle de premier plan à l'échelle internationale dans la protection du climat et préconiser une mise en œuvre ambitieuse de l'accord de Paris sur le changement climatique.
- L'UE a également besoin d'une politique commune en matière d'affaires étrangères et de droits de l'homme.

Pour atteindre ces objectifs, nous voulons renforcer les capacités d'action de l'UE, en particulier le Parlement européen. Nous voulons renforcer l'UE au niveau financier afin qu'elle puisse mieux remplir ses attributions. Pour ce faire, nous veillerons à ce que le prochain cadre financier pluriannuel soit mis au point. Nous préconisons également des ressources budgétaires, destinées spécifiquement à la stabilisation économique et à la convergence sociale, ainsi qu'au soutien des réformes structurelles dans la zone euro. Il pourrait s'agir du point de départ d'un futur budget d'investissement pour la zone euro. Nous sommes prêts à augmenter les contributions de l'Allemagne au budget de l'UE. Nous voulons un budget clairement orienté vers les tâches d'avenir avec une valeur ajoutée européenne.

Dans cet esprit, et notamment en partenariat étroit avec la France, nous voulons renforcer durablement et réformer la zone euro afin que l'euro puisse mieux résister aux crises mondiales. Dans le même temps, le pacte de stabilité et de croissance va continuer de guider nos pas à l'avenir. La stabilité et la croissance sont interdépendantes et ne font qu'une. Parallèlement, nous devons rester attachés au principe selon lequel le risque et la responsabilité sont liés. Nous voulons promouvoir le contrôle fiscal, la coordination économique au sein de l'UE et de la zone euro, ainsi que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Nous examinerons les propositions des États membres et de la Commission européenne à ce sujet. Nous voulons faire du mécanisme européen de stabilité (MES) un fonds monétaire européen contrôlé par les parlementaires, qui devra être ancré dans le

droit de l'UE. Les droits des parlements nationaux restent inchangés.

Dans l'ensemble, nous sommes guidés par la vocation de l'UE de défendre la solidarité entre les États membres et leurs citoyens. Le principe de solidarité mutuelle doit également s'appliquer au budget de l'UE.

Le renouveau de l'UE ne pourra réussir que si l'Allemagne et la France y consacrent ensemble toutes leurs forces. C'est la raison pour laquelle nous voulons renforcer et renouveler la coopération franco-allemande. Un nouveau Traité de l'Élysée constitue un premier jalon important en ce sens étant donné qu'il devrait renforcer encore la coopération européenne. Plus précisément, l'Allemagne et la France doivent être un moteur d'innovation, ce qui se traduira par des projets tels que la recherche sur l'intelligence artificielle. Nous voulons développer autant que possible des positions communes sur toutes les questions importantes de la politique européenne et internationale, et dans les domaines où l'UE à 27 est inefficace.

Le partenariat germano-polonais est lui aussi particulièrement important pour nous. Il repose sur la réconciliation entre Allemands et Polonais, et sur la responsabilité commune pour l'Europe. Nous n'oublions pas que la Pologne et la Hongrie ont jeté les bases de la réunification de l'Europe et de l'Allemagne. Sur cette base, nous voulons développer la coopération avec notre pays voisin, la Pologne. Le dialogue inter-sociétal revêt désormais une importance primordiale. Par conséquent, nous allons donner les moyens de leurs ambitions aux principaux acteurs de ce dialogue, par exemple, l'Office germano-polonais pour la jeunesse, la fédération de la société germano-polonaise, l'Institut germano-polonais et les lieux de rencontre des jeunes à Kreisau et à Auschwitz. Nous intensifierons notre coopération avec la France et la Pologne dans le cadre du triangle de Weimar.

Nous regrettons la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne. Même après son départ, nous appelons de nos vœux une collaboration étroite et basée sur la confiance entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et l'UE des 27.

Nous travaillons ensemble à ce que l'Allemagne assume ses responsabilités européennes dans un esprit de partenariat et de solidarité mutuelle.

II. UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR L'ALLEMAGNE

Une nouvelle dynamique pour l'Allemagne

Nous voulons une Allemagne forte économiquement et juste socialement, et nous voulons que tout le monde y participe. Nous voulons renforcer la cohésion au sein de notre pays et faire ainsi en sorte que les citoyens puissent y vivre bien et en sécurité.

Nous voulons moderniser notre pays, libérer les forces d'innovation et renouveler la promesse de prospérité et de sécurité de notre économie sociale de marché à l'ère numérique.

L'Allemagne: c'est plus de 80 millions de personnes auxquelles nous voulons offrir un avenir radieux. Nous voulons améliorer sensiblement leur quotidien, prendre au sérieux leurs inquiétudes et leur ouvrir de nouvelles perspectives. C'est la raison pour laquelle, au moment de prendre une quelconque décision politique, nous nous posons toujours la question: quel est le gain concret pour les citoyens de notre pays ?

Nous nous sommes donc fixé des objectifs courageux et vérifiables pour les quatre années à venir. D'ici à 2021, l'Allemagne doit être encore plus équitable, plus forte économiquement, plus sûre et plus agréable à vivre dans toutes les régions. Nous voulons un nouveau départ pour l'Europe et une nouvelle dynamique pour l'Allemagne, dans tous les domaines, y compris les suivants, qui sont décrits comme étant obligatoires dans les chapitres techniques.

Priorité aux familles et aux enfants (chapitre III)

- **Nous apportons notre soutien aux familles:** augmentation des allocations familiales de 25 euros par mois et par enfant, et adaptation correspondante des allocations pour enfants.
- **Nous améliorons l'équilibre vie familiale/vie professionnelle:** plus d'argent pour développer des crèches, soulager les parents d'une partie voire de la totalité des frais correspondants. Amélioration de la qualité de la garde d'enfants. Introduction du droit légal aux soins de jour à l'école primaire jusqu'en 2025. Subventions

pour les services de proximité. Promotion de la facilitation de la vie familiale.

- **Nous luttons contre la pauvreté chez les enfants:** augmentation et simplification de l'application du supplément par enfants pour les familles à faibles revenus et les familles monoparentales. Augmentation du pack de rentrée des classes proposant des fournitures scolaires aux enfants issus de familles à faibles revenus.
- **Nous renforçons les droits des enfants:** ancrage des droits des enfants en tant que principe de base. Renforcement de la Commission des enfants du Bundestag allemand.
- **Nous agissons pour plus d'égalité des genres:** égalité de représentation des femmes et des hommes aux postes de direction dans la fonction publique d'ici à 2025. Augmentation des salaires des métiers de soins et professions sociales.
- **Nous luttons contre la violence faite aux femmes et aux enfants:** programme d'actions de prévention et de soutien aux femmes et aux enfants victimes de violences. Développement du travail réalisé par les foyers pour femmes et garantie de la sécurité financière.

Initiative pour l'éducation, la recherche et la numérisation (chapitre IV)

- **Nous investissons à des niveaux records dans une meilleure éducation:** 2 milliards d'euros consacrés au développement des services scolaires et de garde d'enfants toute la journée. Pacte numérique pour les écoles prévoyant un investissement de 5 milliards d'euros en cinq ans dans une infrastructure numérique solide pour toutes les écoles, une solution cloud commune à toutes les écoles et la formation des enseignants. Adaptation de la base juridique de la loi fondamentale en guise de condition préalable afin de soutenir les pays qui investissent dans l'infrastructure éducative.
- **Nous renforçons la formation professionnelle:** modernisation du Pacte de formation professionnelle comprenant une initiative concernant l'équipement numérique des écoles professionnelles. Amélioration des prestations grâce à la promotion du BAföG pour l'équivalence de l'enseignement académique et professionnel. Augmentation des subventions pour les techniciens, les artisans et les professionnels. Mise en place d'une indemnité minimale de formation. Modernisation des professions de formation.
- **Nous mettons l'accent sur les universités et les études:** plus d'investissements dans les établissements et la qualité pour la recherche

et l'enseignement, notamment en pérennisant le pacte universitaire. Amélioration significative et développement du BAföG.

- **Nous investissons dans la recherche et le développement:** objectif poursuivi de 3,5 % du PIB investis dans la recherche et le développement d'ici à 2025. Pacte pour la recherche et l'innovation proposant plus de financement pour les organismes de recherche. Poursuite du développement de la stratégie high-tech, notamment en mettant l'accent sur la numérisation et l'intelligence artificielle.
- **Nous apportons les réseaux Gigabits dans toutes les régions:** de 10 à 12 milliards d'euros investis dans les réseaux de fibre optique nationaux, de préférence directement jusqu'à la maison. Élimination des zones mortes existantes. Rôle de pionnier dans le développement de la norme de communication mobile en temps réel 5G. Wi-Fi gratuit dans toutes les installations publiques, les trains et les gares de la Deutsche Bahn.
- **Nous donnons naissance à une administration numérique de proximité:** portail numérique pour les citoyens et les entreprises qui propose en version électronique la quasi-totalité des services administratifs. Principe « Digital First »: priorité aux services administratifs numériques ayant besoin d'une apparence personnelle ou d'une forme écrite.
- **Nous accompagnons les collaborateurs pendant la transition numérique:** développement d'une stratégie nationale de formation avec les partenaires sociaux qui apporte des réponses à la transition numérique du monde du travail. Cadre juridique pour le travail mobile. Protection de la confidentialité des données des collaborateurs.
- **Nous promovons l'innovation numérique:** soutien aux jeunes entreprises innovantes en plein essor. Fonds pour la promotion des jeux. Mise à disposition de davantage d'Open Data.

Travail épanouissant, vaste soulagement et participation sociale (chapitre V)

- **Nous voulons atteindre le plein-emploi:** objectif du plein-emploi et de réduction du chômage de longue durée. 4 milliards d'euros supplémentaires investis dans de nouvelles opportunités sur un marché du travail social pour les chômeurs de longue durée.
- **Nous voulons promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et la poursuite d'une carrière:** renforcement de l'alliance pour la formation continue et la formation continue numérique. Droit à la formation continue auprès de l'Agence

fédérale pour l'emploi. Droit d'initiative renforcé pour les comités d'entreprise pour la formation continue.

- **Nous avons réalisé une véritable percée dans les négociations sur les contrats à durée déterminée sans justification et les contrats en chaîne:** les opportunités d'emploi temporaire sont réduites. Les durées déterminées sans justification sont de nouveau seulement exceptionnelles: l'emploi à durée indéterminée doit redevenir la règle en Allemagne. Les successions sans fin de contrats en chaînes disparaissent.
- **Nous créons un droit temporaire à temps partiel:** exigence pour les entreprises de plus de 45 salariés de revenir aux heures de travail antérieures à la suite d'une phase de travail à temps partiel.
- **Nous accordons un vaste soutien financier en particulier aux petits revenus et revenus moyens:** abolition de l'impôt de solidarité dans un premier temps pour environ 90 % des contribuables par franchise. Pas d'augmentation de la charge fiscale des citoyens. Soulagement des employés par la restauration de la parité dans l'assurance maladie. Réduction de la contribution à l'assurance chômage de 0,3 %. Diminution des cotisations sociales pour les bas salaires.

Une économie fructueuse aujourd'hui, garantie de la prospérité de demain (chapitre VI)

- **Nous soutenons les classes moyennes et l'Allemagne en tant que site d'affaires:** connexions Gigabits pour tous les parcs d'affaires. Programme d'innovation « Numérisation des couches moyennes ». Réduction de la bureaucratie, entre autres, par la mise en œuvre 1:1 de la réglementation de l'UE, l'uniformisation des seuils et le « One-In-One-Out » également au niveau européen.
- **Nous sommes engagés dans l'industrie:** politique stratégique d'industrie et d'innovation. Expansion des activités de l'industrie 4.0. Soutien aux technologies clés, en particulier l'aéronautique, l'industrie maritime, la microélectronique, la fabrication de batteries, la construction légère et les nouveaux matériaux.
- **Nous encourageons l'innovation:** avantages fiscaux à la recherche, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Alliance pour une transformation plus rapide des résultats de recherche en produits commercialisables.
- **Nous misons sur un commerce libre et équitable:** accords de libre-échange modernes et équitables avec des États tiers. Approfondissement des relations économiques transatlan-

tiques. Finalisation rapide du marché unique numérique.

- **Nous mettons l'accent sur la formation professionnelle en alternance:** suppression des obstacles financiers lors du démarrage d'une carrière (« Promotion BAföG »). Remboursement partiel ou total des frais engagés dans les maîtrises (« Master bonus »).
- **Nous soutenons la culture fondatrice:** incitations fiscales à la mobilisation du capital-risque. Exonération de la TVA les deux premières années après la naissance de l'entreprise. Allègement de la bureaucratie par la création d'un « guichet unique » pour les procédures de demande, d'approbation et de taxation.

Finances et impôts

- **Nous misons sur des finances stables:** objectif d'équilibre budgétaire sans nouvel endettement. Pas d'augmentation de la charge fiscale pour les citoyens.
- **Nous supprimons progressivement les impôts de solidarité:** suppression de l'impôt de solidarité dans un premier temps pour environ 90 % des contribuables.
- **Nous nous engageons en faveur d'un cadre commun pour l'impôt sur les sociétés en Europe:** initiative franco-allemande d'assiette commune et taux minimaux d'impôt sur les sociétés.
- **Nous luttons contre la fraude et l'évasion fiscale:** impôt équitable pour les sociétés Internet. Prévention de l'évasion fiscale par l'élimination des échappatoires fiscales et des paradis fiscaux.
- **Nous renforçons l'Allemagne en tant que centre financier et protégeons les contribuables de la spéculation à risque sur les marchés financiers:** conditions cadres séduisantes et rôle de pionnier chez FinTech. Leçons tirées de la crise des marchés financiers: examen et révision des mesures réglementaires ; aucun acteur des marchés financiers, produit financier et marché ne doit passer entre les mailles du filet de la réglementation à l'avenir. Nouvelle initiative internationale pour superviser les fonds spéculatifs et les banques fantômes.

Énergie

- **Nous poursuivons la transition énergétique de manière propre, sûre et abordable:** une expansion plus orientée vers les objectifs, plus efficace, synchrone et de plus en plus orientée vers le marché des énergies renouvelables. Dans ces conditions : augmentation de la part des énergies renouvelables à 65 % d'ici 2030. Moderni-

sation des réseaux électriques.

- **Nous façonnons la transition énergétique avec les particuliers, les municipalités et les entreprises:** plus grande prise en considération de la préservation de la nature et des intérêts légitimes des citoyens, c'est-à-dire grâce à davantage de câblage souterrain. Protection de la diversité des acteurs. Participation des communautés locales à la création de valeur. Garantie de la compétitivité des industries énergivores.

Transport

- **Nous investissons dans notre infrastructure à des niveaux records.** Poursuite de la montée en puissance des investissements consentis dans les infrastructures. Loi sur l'accélération de la planification, c'est-à-dire simplification des procédures et numérisation de la planification et de la construction. Un milliard d'euros supplémentaires investis dans le transport régional (GVFG). Davantage d'investissement consenti dans la réduction du bruit auquel sont soumis les citoyens. Renforcement du rail avec le Pacte ferroviaire 2030 et électrification de 70 % du réseau ferroviaire d'ici à 2025.
- **D'un bond vers Mobility 4.0:** développement de l'eTicket fédéral pour les transports publics. Mise en place de nouveaux champs de test numériques pour la conduite automatisée. Conditions légales pour tester et développer davantage la conduite autonome dans tous les moyens de transport. Ouverture du cadre juridique aux nouvelles offres de mobilité, telles que le covoiturage avec possibilité de gestion par les communes.
- **Nous améliorons la pureté de l'air dans les villes et souhaitons éviter les interdictions de circuler:** incitations à la mobilité à faibles émissions (taxation forfaitaire des voitures de société de 0,5 % pour les véhicules électriques). Renforcement des transports publics propres. Promotion du covoiturage et des solutions alternatives. Investissement dans l'électromobilité, c'est-à-dire dans les piles à hydrogène et à combustible. Soutien à la production de cellules de batterie en Allemagne. Mise en place d'une infrastructure de rechargement comptant 100 000 bornes d'ici à 2020.

Agriculture

- **Nous soutenons l'agriculture nationale:** engagement clair en faveur du monde rural et de l'agriculture régionale. Interdiction de recourir au génie génétique à l'échelle nationale. Développement de l'agriculture biologique. Exploitation du potentiel de la numérisation. Poursuite

du développement et de l'élimination de la bureaucratie au niveau de la politique agricole commune (PAC).

- **Nous assumons un rôle de pionnier dans le bien-être des animaux:** poursuite du développement d'une stratégie visant à favoriser le bien-être des animaux en tenant compte de la protection des animaux et de l'environnement, de la qualité et de l'orientation du marché. Mise en place d'un label de certification concernant le bien-être animal. Promotion de meilleures conditions de détention.
- **Nous encourageons une alimentation de qualité et une nutrition saine:** préservation de la diversité des producteurs et d'une alimentation de qualité. Plus de transparence et d'informations sur les valeurs nutritionnelles et les ingrédients. Réduction des déchets alimentaires.

Une sécurité sociale juste et fiable (chapitre VII)

- **Nous assurons la stabilité des retraites:** retraites légales garanties au niveau actuel de 48 % d'ici à 2025. Seuil du taux de cotisation à 20 %. Mise en place d'une commission des retraites pour la stabilisation sur le long terme des cotisations et des niveaux de retraite après 2025.
- **Nous récompensons la réussite dans la vie et luttons contre la pauvreté chez les personnes âgées:** mise en place d'une pension de base de 10 % supérieure aux prestations de base pour tous ceux qui ont travaillé toute leur vie, y compris les congés parentaux. Amélioration des règles s'appliquant à la propriété résidentielle occupée par le propriétaire. Meilleure reconnaissance des périodes de congé parental par le biais de la pension de la mère II. Amélioration du système d'invalidité. Inclusion des travailleurs indépendants dans l'assurance retraite avec possibilité d'y renoncer et obligation de prévoyance retraite.
- **Nous renforçons la participation des personnes handicapées:** investissements dans le développement de l'accessibilité dans les espaces publics et dans tous les domaines de la vie quotidienne.
- **Nous améliorons sensiblement les soins:** programme immédiat de soins comprenant 8 000 nouveaux emplois spécialisés et une meilleure rémunération. « Action concertée pour les soins » avec une meilleure dotation en personnel et une initiative de formation pour les soignants. Élimination des obstacles financiers à la formation aux soins. Soutien aux enfants dont les parents ont besoin de soins: aucun recours pour les revenus inférieurs et égaux à

100 000 euros par an. Renforcement des soins ambulatoires pour les personnes âgées et les soins infirmiers en zones rurales.

- **Nous mettons en place un financement plus juste de l'assurance maladie légale:** restauration de la parité dans les cotisations à l'assurance maladie légale. À compter du 1er janvier 2019, les cotisations à l'assurance maladie seront à nouveau payées à parts égales par les employeurs et les employés.
- **Nous mettons en place un bon système de santé couvrant l'ensemble du territoire:** plus d'investissements dans les hôpitaux. Plus de capacités dans les établissements d'études médicales et de quotas de médecins de campagne. Disparition des frais de scolarité pour tous les professionnels de santé. Promotion de la télémédecine. Mise en place des dossiers patients électroniques d'ici à 2021. Portail national de la santé pour une information rapide et fiable concernant les questions médicales.
- **Nous améliorons l'offre proposée aux assurés légaux:** augmentation des subventions fixes pour les prothèses dentaires. Amélioration de l'offre de consultation. Les médecins qui choisissent d'exercer dans des zones rurales défavorisées économiquement et mal desservies bénéficient d'un soutien particulier sous la forme de suppléments régionaux. La réglementation des frais ambulatoires au sein de l'assurance maladie obligatoire, ainsi que le barème des honoraires de l'assurance maladie privée doivent être réformés.
- **Nous soutenons les pharmacies sur place:** intervention visant à l'interdiction de la vente par correspondance de médicaments sur ordonnance.

Contrôle de l'immigration, et encouragement et promotion de l'intégration (chapitre VIII)

- **Nous nous engageons vis-à-vis de nos obligations légales et humanitaires:** le droit fondamental à l'asile est préservé. Engagement vis-à-vis de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, des obligations découlant du droit de l'UE, du traitement de chaque demande d'asile, de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et de la Convention européenne des droits de l'homme.
- **Nous voulons éviter que la situation de 2015 ne se reproduise:** efforts de contrôle et de limitation des mouvements migratoires, notamment amélioration de la coopération au développement, développement de l'engagement humanitaire, extension des missions de maintien de la paix, établissement d'accords com-

merciaux équitables, renforcement de la protection climatique et interdiction des exportations d'armes dans les régions en crise.

- **En ce qui concerne les chiffres de l'immigration, nous constatons** qu'ils ne dépasseront pas 180 000 à 220 000 par an, sur la base de l'expérience de ces 20 dernières années, des mesures convenues et de la partie directement contrôlable de l'immigration.
- **Nous encadrons l'immigration:** règles claires quant au regroupement familial et à la réglementation des cas de rigueur. Lutte contre les causes de l'exil dans le cadre d'une coopération de développement. Extension de la liste des pays d'origine sûrs. Protection efficace des frontières intérieures et évolution de la surveillance des frontières et des côtes européennes (Frontex) vers la formation d'une véritable police des frontières européenne.
- **Nous garantissons des procédures rapides, complètes et conformes à la loi:** mise en place de structures d'accueil, de prise de décision et de retour d'informations pour accélérer les procédures d'asile. Assistance indépendante en matière de procédure d'asile à travers tout le pays. Amélioration du retour volontaire et expulsion systématique des migrants tenus de quitter le pays. Distinction faite concernant les personnes tenues de quitter le pays en raison d'obstacles non fautifs ou imputables, par exemple, au bénéfice de prestations.
- **Nous réglementons l'immigration des travailleurs qualifiés:** loi sur l'immigration des travailleurs qualifiés qui répond désormais de manière transparente au besoin croissant en main-d'œuvre qualifiée par une migration choisie. Prise en compte des exigences économiques, ainsi que des qualifications, de l'âge, de la langue, de la garantie d'un emploi concret et de la garantie de moyens de subsistance.
- **Nous misons sur une intégration réussie:** stratégie fédérale reposant sur le principe de « Demande et soutien ». Poursuite des programmes de soulagement des länder et municipalités. Amélioration de la qualité et de l'efficacité des cours d'intégration et de langue. Années accordées pour s'améliorer au niveau de l'éducation et de l'intégration au marché du travail.

Villes agréables, régions attrayantes et logements abordables (chapitre IX)

- **Nous apportons notre soutien aux régions:** commission mixte « Conditions de vie équivalentes » de la fédération, des länder et des communes. Nouveau système d'aide à l'échelle du pays à destination des régions vulnérables.

Regroupement sur plusieurs années des ressources régionales pour financer des projets régionaux sur le terrain. Soulagement continu des communes, entre autres au niveau de l'urbanisme, de l'immigration et de l'intégration.

- **Nous lançons une offensive sur le logement:** 1,5 million de nouveaux appartements et maisons. Mandat d'audit des allocations familiales pour les primo-accédants sans effet rétroactif lié à la péréquation financière. 2 milliards d'euros consacrés au logement social. Incitation à la rénovation énergétique des bâtiments. Dans le segment des logements abordables, avantages fiscaux pour la construction résidentielle à financement privé.
- **Nous soutenons les familles pour l'accession à la propriété:** allocations familiales d'un montant de 1 200 euros par enfant et par an.
- **Nous garantissons des loyers abordables:** atténuation de l'augmentation des loyers, notamment en prolongeant la période de référence de l'aperçu locatif qualifié. Réduction de l'allocation de modernisation à 8 %. Adaptation de l'allocation logement aux conditions de vie en présence. Plafonnement de l'augmentation des loyers en cas de travaux de modernisation.
- **Nous mettons l'accent sur l'engagement civique et le bénévolat:** simplification de la bureaucratie encadrant le bénévolat. Établissement d'une fondation dédiée au bénévolat. Développement d'établissements multigénérationnels. Accent mis sur le service volontaire fédéral et des jeunes.
- **Nous calculons les taxes foncières sur une base fixe:** sécurisation en tant que source de revenus essentielle des municipalités.

Un État puissant et à la grande capacité d'action pour une société libre (chapitre X)

- **Nous renforçons la sécurité en Allemagne:** pacte pour l'état de droit avec 15 000 nouveaux postes pour les agences de sécurité fédérales et régionales, ainsi que 2 000 nouveaux postes pour le système judiciaire. Renforcement de la lutte contre la petite criminalité. Amélioration de l'équipement mis à la disposition de la police, numérisation importante, développement des analyses d'ADN. Procédures efficaces et modernes dans tous les domaines. Amélioration et accélération de l'application de la loi. Attributions équivalentes sur Internet et ailleurs. Développement de la cyberdéfense. Amélioration de la collaboration des autorités dans la lutte contre le terrorisme, par exemple, par le renforcement de la coopération en matière de sécurité en Europe. Loi type sur la police étab-

lissant des normes uniformes à l'échelle nationale. Développement de programmes de lutte contre toutes les formes d'extrémisme.

- **Nous améliorons les droits des victimes de la criminalité et du terrorisme:** nouvelles règles d'indemnisation des victimes. Amélioration de la protection des enfants sur Internet. Désignation d'un représentant permanent pour les victimes et leurs proches.
- **Nous combattons systématiquement la criminalité économique, les cambriolages et le crime organisé:** nouveau droit des sanctions pour les entreprises. Augmentation des sanctions financières. Extension du programme KfW de prévention du crime par une protection contre les effractions.
- **Nous renforçons les droits des consommateurs:** élaboration d'un modèle d'action déclaratoire. Mise en place d'un portail fédéral d'information des consommateurs. Amélioration de la transparence au niveau des produits et services numériques.

Utilisation responsable de nos ressources (chapitre XI)

- **Nous restons un pionnier en matière de protection climatique:** engagement envers les objectifs climatiques nationaux, européens et internationaux 2020, 2030 et 2050. Réduction des lacunes en matière de protection du climat d'ici à 2020. Loi sur le respect des objectifs climatiques 2030.
- **Nous façonnons le changement en collaboration avec les régions concernées:** mise en place d'une Commission chargée d'élaborer un programme d'action pour atteindre l'objectif des 40 %, réduire la production d'électricité au charbon et assurer les changements structurels nécessaires.
- **Nous protégeons notre environnement afin de pouvoir le léguer aux générations futures:** promotion de la protection de la biodiversité. Engagement efficace contre la disparition des insectes. Initiatives pour un air plus pur et pour la protection de l'eau, des sols et des océans, notamment contre les déchets.
- **Nous sommes sur le point de tourner la page du nucléaire:** aucun financement de l'UE consacré à de nouvelles centrales nucléaires. Cessation de toute participation des fonds publics aux centrales nucléaires situées à l'étranger.

L'Allemagne prend ses responsabilités pour préserver la paix, la liberté et la sécurité dans le monde (chapitre XII)

- **Nous restons engagés dans le maintien de la paix:** organisation équitable de la mondialisation. Politique de développement durable. Plus de coopération internationale et d'engagement en faveur du désarmement. Nouvelle restriction des exportations d'armes.
- **Nous restons fidèles à nos engagements et à nos alliances:** engagement envers les alliances internationales que sont l'OTAN, l'ONU et l'OSCE, ainsi qu'envers le partenariat transatlantique. Augmentation des ressources consacrées à la coopération au développement, à la prévention civile des crises, à l'aide humanitaire, à la défense et à l'armée allemande: ces domaines devraient bénéficier d'une hausse prioritaire de leur financement selon un rapport de 1:1.
- **Nous renforçons notre armée et la structure de la défense européenne:** augmentation des effectifs, amélioration de la formation et modernisation des équipements de l'armée allemande grâce à un budget plus élevé consacré à la défense. Développement de l'Union européenne de défense avec PESCO, le Fonds européen de défense et d'autres jalons vers la formation d'une armée européenne.
- **En matière d'élargissement de l'UE, la rigueur prévaut sur la précipitation:** nécessité pour les Balkans occidentaux de remplir des critères avant de pouvoir rejoindre l'UE. Ne pas fermer la porte au processus d'entrée de la Turquie dans l'UE, mais ne pas l'ouvrir non plus. Aucune libéralisation du régime des visas pour la Turquie tant que les conditions préalables ne sont pas remplies.
- **Nous donnons naissance à des perspectives d'avenir sur le terrain tout en luttant contre les causes de l'exil:** Augmentation des ressources consacrées à la coopération au développement. Mise en œuvre d'un plan Marshall pour l'Afrique visant à créer davantage d'opportunités et d'emplois. Encouragement du commerce équitable. Investissements dans la lutte contre les causes de l'exil et mise en œuvre de programmes pour les rapatriés. Développement du programme « Cash for Work » permettant aux candidats à l'exil d'obtenir de bons revenus dans leur pays d'origine.
- **Nous défendons les droits de l'homme et la liberté religieuse dans le monde entier:** Mise en œuvre cohérente du plan d'action national au niveau de l'économie et des droits de l'homme. Nomination d'un Délégué du gouvernement fédéral pour la liberté religieuse mondiale.

- **Nous voulons un commerce mondial équitable:** l'Allemagne, pionnière en matière de politique commerciale européenne équitable. Promotion de normes sociales, des droits de l'homme et environnementales contraignantes dans les accords de commerce, d'investissement et de partenariat économique de l'UE. Stratégie mondiale de développement durable de l'Agenda 2030 en tant que ligne directrice de la politique allemande.
- **Nous vérifions que le contrat de coalition est respecté:** à mi-législature, bilan de l'accord de coalition et détermination des nouveaux projets à mettre en place.

Cohésion et renouveau - Nouveau souffle pour la démocratie (chapitre XIII)

- **Nous concevons une politique culturelle à destination de tout le pays:** « Agenda pour la culture et l'avenir » avec les länder, les municipalités et la société civile. Nouveau programme « Culture dans les régions » pour l'art contemporain et la culture.
- **Nous voulons instaurer des régions culturelles fortes et un meilleur accès à l'art et à la culture:** renforcement du soutien aux bibliothèques et centres culturels de quartier. Régulièrement, accès gratuit aux centres culturels financés par le gouvernement fédéral.
- **Nous voulons favoriser le devoir de mémoire:** lutte contre l'antisémitisme. Programme « La jeunesse se souvient »: visites de lieux de commémoration et ateliers. Renforcement du soutien également aux petites initiatives de la société civile.
- **Nous sommes attachés à la liberté des médias et de la presse:** renforcement du secret professionnel et des droits d'information. Renforcement de la Deutsche Welle.
- **Nous apportons notre soutien aux sites de création, de cinéma et des médias:** pérennisation du financement de films avec le soutien complet des contenus audiovisuels. Nouveau programme d'avenir pour le cinéma. Introduction de la promotion des jeux à un niveau de compétition international. Amélioration de la protection sociale des créatifs.

Fonctionnement du gouvernement et des groupes politiques (chapitre XIV)

- **Nous renforçons le Bundestag en tant que centre névralgique du débat politique et social:** réforme de la consultation gouvernementale, consultations régulières de la chancellerie fédérale, débats d'orientation sur les grandes questions de politique intérieure et extérieure en séances plénières.

III. L'ALLEMAGNE PREND SES RESPONSABILITÉS POUR PRÉSERVER LA PAIX, LA LIBERTÉ ET LA SÉCURITÉ DANS LE MONDE

La politique étrangère allemande s'est engagée à assurer la paix et reste ancrée au sein des Nations Unies et de l'Union européenne. Nous œuvrons à maintenir un ordre durable, pacifique, stable et juste partout dans le monde. Avec nos partenaires, nous suivons une approche globale et interconnectée. Nous nous appuyons pour ce faire sur la diplomatie, le dialogue et la collaboration, ainsi que sur la coopération au développement. Dans ce cadre, comme l'indique le Livre blanc de 2016, la Bundeswehr demeure un élément indispensable de la politique de sécurité allemande. Notre politique s'appuie sur nos valeurs et sert nos intérêts.

Ces dernières années, le monde est devenu plus imprévisible et incertain que jamais, y compris pour l'Allemagne et l'Europe. L'ordre international et les principes fondamentaux, tels que le multilatéralisme, le droit international et la validité universelle des droits de l'homme sont compromis et menacent de s'éroder. Les conséquences du changement climatique, les risques émanant des guerres commerciales, la course aux armements et les conflits armés, l'instabilité au Proche-Orient et au Moyen-Orient, les mouvements de réfugiés, ainsi que les nouveaux nationalismes agressifs en Europe et ailleurs nous mettent à l'épreuve et compromettent nos sociétés.

Dans une telle situation, la politique allemande a pour priorité de renforcer et de développer les coopérations, institutions et organisations internationales qui reposent sur des règles en tant que fondement pour la paix, la sécurité et la stabilité. Notre objectif consiste à organiser la mondialisation de manière juste dans le sens de l'Agenda 2030, qui vise à offrir à chacun une vie digne et sûre. Pour ce faire, nous nous appuyons sur des partenariats et des alliances solides. L'accent

doit être mis sur le renforcement de l'action européenne commune et la force créative de l'UE.

L'Europe ne réussira politiquement et économiquement que si elle assume ses responsabilités partout dans le monde. Actuellement, l'Europe exploite trop peu son potentiel politique et économique, et manque trop de confiance en elle. Nous avons besoin d'une nouvelle culture de la responsabilité qui renforce la crédibilité de l'Europe en tant que partenaire dans le monde occidental et affirme notre position par rapport aux puissances émergentes.

En l'occurrence, l'Allemagne poursuit deux objectifs essentiels: l'Europe doit devenir plus indépendante et à même d'agir au niveau international. Parallèlement, nous voulons consolider les liens qui nous unissent aux États-Unis. Nous voulons à la fois rester transatlantiques tout en devenant plus européens.

Nous avons besoin tout à la fois d'une politique étrangère et de sécurité, de développement et des droits de l'homme résolue et substantielle. Nous voulons renforcer de manière conséquente les ressources disponibles pour répondre aux immenses défis qui se dressent à l'échelle internationale.

L'aggravation des crises mondiales pose également d'énormes difficultés à l'Allemagne, tant au niveau de sa politique étrangère et de défense que dans sa coopération au développement. En partenariat avec ses voisins européens, notre pays devra à l'avenir assumer davantage de responsabilités pour assurer sa propre sécurité et sa capacité à se défendre. Parallèlement, nous sommes sollicités plus que jamais pour participer à des initiatives conjointes avec l'ONU, au sein de l'UE ou dans le cadre de relations bilatérales avec d'autres États. La mise à disposition d'une aide humanitaire en temps de guerre, de guerre civile, de famine et de nécessité fait partie de notre perception politique. Mais nous appliquons également une approche globale de la sécurité. Nous savons que des moyens militaires peuvent être nécessaires pour résister à la violence et à la terreur. Parallèlement, nous savons également qu'il est essentiel d'ouvrir des perspectives de vie durables dans les pays touchés pour régler les conflits, en particulier pour les jeunes. Par conséquent, l'Allemagne veut augmenter comme il se doit les moyens qui y sont consacrés.

Dans le cadre de l'établissement du budget annuel de 2018 à 2021, la Coalition utilisera la marge de manœuvre budgétaire supplémentaire pour augmenter, outre les dépenses de défense, les ressources consacrées à la prévention des crises, l'aide humanitaire, la politique culturelle et éducative extérieure et la coopération au développement découlant du 51e plan financier selon un rapport de 1:1 pour le budget de la défense, les dépenses au titre du quota de l'APD (prévention des crises, aide humanitaire, politique culturelle et éducative extérieure et coopération au développement). Ces augmentations servent à combler les lacunes de capacités de la Bundeswehr et à renforcer la coopération européenne en matière de défense, ainsi qu'à renforcer les instruments civils de la politique étrangère et de la coopération au développement dans le cadre d'une politique globale commune de paix et de sécurité. L'Allemagne est tenue de suivre cette politique budgétaire et de coupler ses dépenses de défense et ses dépenses éligibles au quota d'APD, ainsi que la fourchette cible des accords de l'OTAN. Elle doit aussi respecter les engagements internationaux visant à augmenter encore le quota d'APD dont la baisse doit être endiguée dès 2018.

Les autres dotations financières adéquates (non éligibles au quota d'APD) du service extérieur, y compris les affaires consulaires, par exemple, la protection des missions diplomatiques, la pleine application de la loi sur le service extérieur et l'établissement d'un système informatique extérieur uniforme pour toutes les autorités fédérales, en particulier les missions diplomatiques à l'étranger, restent inchangées.

1. Politique extérieure et politique de sécurité européennes

Nous voulons une Union européenne qui réussisse à l'intérieur de ses frontières tout en protégeant nos intérêts dans le monde globalisé et qui s'impose sur la base de nos valeurs. Pour ce faire, elle a besoin d'une politique extérieure, de sécurité, de défense et de développement commune puissante, qui parle plus que jamais d'une seule voix et travaille avec des instruments civils et militaires nombreux et parfaitement coordonnés.

Pour ce faire, les mécanismes de prise de décision en matière de politique extérieure au sein de l'UE doivent être encore développés. À la manière de la coopération structurée permanente établie dans le domaine militaire (PESCO), nous voulons également créer une structure comparable dans le domaine civil et lancerons une initiative à ces fins. Il est également nécessaire de poursuivre le développement des structures de la politique de développement de l'UE.

Nous allons redynamiser l'Union européenne de défense. Nous allons notamment continuer de mener à bien les projets PESCO et exploiterons le nouvel instrument du Fonds européen de défense. Nous comptons sur l'établissement d'un quartier général de l'UE suffisamment doté pour mener des missions civiles et militaires.

Nous voulons que les processus de planification au sein de l'UE soient coordonnés de manière plus efficace et qu'ils s'harmonisent avec ceux de l'OTAN. Dans le cadre de cette coopération, la Bundeswehr demeure également une armée parlementaire. Nous allons avancer sur le processus de création d'une armée européenne.

Avec la France, nous allons poursuivre activement les projets convenus du programme de travail franco-allemand (« Feuille de Route »). Il en va de même de la coopération germano-néerlandaise et germano-norvégienne, que nous souhaitons développer.

Pour améliorer à l'avenir l'efficacité de la coopération sur les capacités et les armements en Europe, nous voulons planifier, développer, acquérir et exploiter ensemble plus efficacement les capacités militaires. Dans ce contexte, il faut développer une conception uniforme reposant sur les exigences de capacités homogènes et un État doit prendre en charge la mise en œuvre du projet. En outre, la valeur ajoutée doit être créée précisément là où se trouve le meilleur creuset de compétences entrepreneuriales et technologiques dans l'industrie et les PME.

Garantir les capacités d'action et de stratégie en matière de politique extérieure, de sécurité et de développement

Face aux défis internationaux, l'Allemagne doit renforcer ses capacités d'analyse stratégique et intensifier sa communication stratégique. Par conséquent, le gouvernement fédéral va investir dans le développement des compétences en matière de politique extérieure, de sécurité et de

développement et dans les institutions existantes telles que l'Institut fédéral des hautes études de sécurité (BAKS), l'Institut allemand pour la politique de développement (DIE), le Conseil allemand sur les relations avec l'étranger (DGAP), la Fondation allemande de recherche sur la paix (DSF), l'Institut allemand pour les études mondiales et régionales (GIGA), la Fondation de la Hesse pour la recherche sur la paix et les conflits (HSFK), l'Institut pour la recherche sur la paix et la politique de sécurité (université de Hambourg) (IFSH), le Forum de Munich sur les politiques de défense (MSC), le Centre d'études d'Europe de l'Est et internationales (ZOIS) et la Fondation pour la science et la politique (SWP).

Pour renforcer les capacités d'action européennes, nous voulons soutenir l'idée d'un « Conseil européen sur les responsabilités mondiales », en cours de discussion parmi les États membres de l'UE notamment en France et en Pologne. En tant qu'institution indépendante, le Conseil doit formuler des initiatives encourageant la capacité de l'Europe à être compétitive et innovante, et contribuer à défendre nos intérêts lors de la mise en place d'un nouvel ordre mondial.

Parmi les objectifs de la politique de sécurité allemande, l'un des principaux consiste à soutenir nos partenaires dans des régions instables. Nous voulons donc augmenter l'enveloppe nationale du service diplomatique et du Ministère fédéral de la Défense et continuer de répondre aux besoins de nos partenaires en matière de conseil, de formation et d'équipement. Nous nous sommes engagés à faire en sorte qu'un instrument financier spécial, en dehors du financement de l'UE pour le développement, soit rapidement mis en place pour les projets européens de renforcement de la sécurité au niveau de l'UE (CBSD).

2. Alliances et partenariats internationaux et européens

Renforcer les Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies (ONU) constitue le fondement d'un ordre international fondé sur des règles. L'Allemagne souhaite assumer davantage de responsabilités pour la paix et la sécurité, notamment en occupant un siège permanent au Conseil de sécurité. Pour 2019/2020, nous visons un siège non permanent au Conseil de sécurité.

Dans un avenir plus lointain, nous visons un siège permanent de l'Union européenne.

Nous sommes prêts à aligner stratégiquement et augmenter nos contributions volontaires aux Nations Unies. Nous continuerons de nous engager et de soutenir de manière indéfectible les Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix, en particulier en fournissant selon un principe de rotation des ressources importantes pour les missions de maintien de la paix. En outre, nous voulons renforcer le siège de l'ONU à Bonn sur la base d'une nouvelle loi sur les États hôtes.

Renforcer le partenariat transatlantique en tant que communauté de valeurs et d'intérêts

Nous sommes liés aux États-Unis et au Canada par une forte communauté de valeurs et d'intérêts. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions relever les défis des pays voisins et de la mondialisation. Ce principe nous guide dans nos relations. Celles-ci restent essentielles au niveau économique pour garantir la prospérité et la compétitivité de l'Allemagne et de l'Europe.

Les États-Unis font face à une mutation en profondeur qui s'accompagne de grands défis à notre niveau. À nous d'aligner notre politique en conséquence. Nous voulons répondre à ces défis par le dialogue et davantage de moyens de coopération. Nous nous engageons à établir un dialogue ouvert et intense avec l'administration américaine, le Congrès et les représentants des États américains, et intensifions nos efforts visant à faire entendre les positions allemandes et européennes à Washington. Il s'agit notamment d'assurer une présence plus forte et régulière des décideurs allemands et européens aux États-Unis.

Pour améliorer la compréhension et la confiance mutuelles des générations futures, nous nous efforçons d'établir des échanges plus intenses avec le peuple américain y compris en dehors des centres politiques et économiques des États-Unis, et nous voulons promouvoir précisément les institutions qui servent de trait d'union dans le cadre de ce dialogue.

Nous comptons saisir l'opportunité de l'Année de l'Allemagne aux États-Unis en 2018/2019 pour intensifier le champ du dialogue social et élargir les possibilités de contact.

Nous voulons établir des relations commerciales équitables et fiables avec les États-Unis. Le protectionnisme n'est pas une solution.

L'Allemagne en tant que partenaire de confiance de l'OTAN, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe

L'OTAN demeure un garant incontournable et le fondement de notre sécurité. L'Allemagne est déjà et demeure un partenaire fiable au sein de l'Alliance.

Nous voulons renforcer la contribution européenne au partenariat transatlantique et nous nous engageons en faveur d'une coopération plus étroite entre l'OTAN et l'UE. Nous voulons atteindre les objectifs de capacités convenus pour l'OTAN et combler les lacunes en la matière.

L'Allemagne continuera à l'avenir de contribuer activement à la préservation des capacités de dissuasion et de défense de l'Alliance et au renforcement de la défense européenne. Parallèlement, l'OTAN reste ouverte au dialogue.

Nous nous félicitons de la reprise des consultations menées régulièrement dans le cadre du Conseil OTAN-Russie et nous continuerons de nous efforcer d'exploiter davantage cet instrument pour renforcer la confiance et réduire les conflits.

OSCE

Nous réaffirmons le rôle central que joue l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans la sécurité et la confiance paneuropéennes et dans le règlement des conflits armés en Europe. Nous nous sommes engagés à renforcer la mission d'observation spéciale de la SMM qui constitue la pierre angulaire de la mise en œuvre des accords de Minsk en Ukraine.

Conseil de l'Europe

En cette période de nouveaux défis, nous voulons que le Conseil de l'Europe demeure le gardien des droits fondamentaux et des droits de l'homme. Pour pouvoir remplir ses attributions de manière efficiente, il doit disposer d'un budget suffisant auquel nous voulons contribuer. Nous veillons à ce que le Conseil de l'Europe soit toujours en mesure d'effectuer son travail de manière claire et basée sur des valeurs. Sur le long terme, nous visons une participation équitable de tous les membres.

3. Désarmement et politique restrictive d'exportation d'armes

Le contrôle des armes et le désarmement restent les objectifs prioritaires de la politique extérieure et de sécurité de l'Allemagne. Nous voulons éviter une nouvelle course aux armements conventionnels et nucléaires sur notre continent. L'Allemagne prendra donc de nouvelles initiatives en faveur du contrôle des armes et du désarmement. Nous nous employons avec force au désarmement mondialement vérifiable de toutes les armes de destruction massive.

Notre politique a pour objectif de débarrasser le monde des armes nucléaires. Nous soutenons donc les initiatives régionales en faveur de zones exemptes d'armes de destruction massive. Nous tenons à respecter et à développer de manière stable et responsable des mécanismes de non-prolifération et de contrôle.

Dans le domaine du nucléaire, nous nous sommes engagés à respecter strictement le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF - Intermediate Range Nuclear Forces). Il est essentiel de pouvoir compter sur un caractère vérifiable complet. La rupture du contrat avec la Russie, à propos de laquelle il existe des doutes raisonnables, aurait un impact significatif car l'ensemble de l'Europe est à portée de ses armes.

Tant que les armes nucléaires jouent un rôle dissuasif au sein du concept stratégique de l'OTAN, l'Allemagne a intérêt à participer aux discussions stratégiques et aux processus de planification. Des pourparlers fructueux sur le désarmement constituent la condition préalable au retrait des armes nucléaires tactiques stationnées en Allemagne et en Europe.

Nous voulons intensifier le « dialogue structuré » de l'OSCE afin de débattre des perceptions de menace, de relancer la coopération en matière de sécurité et de renforcer le contrôle des armes conventionnelles.

Nous soutenons que le recours aux armes explosives dans des zones densément peuplées, comme nous l'avons constaté tragiquement avec les bombes destructrices en Syrie, est de toute évidence proscrit.

Nous rejetons les armes autonomes, qui échappent au contrôle de l'homme. Nous voulons les proscrire dans le monde entier.

L'Allemagne va continuer de préconiser l'inclusion des véhicules aériens sans pilote armés aux mécanismes internationaux de désarmement et de contrôle des armes.

En faveur d'une politique restrictive d'exportation d'armes

Nous continuons de restreindre les exportations d'armes à destination de pays tiers qui ne sont membres ni de l'OTAN ni de l'UE, et qui ne leur sont pas assimilés. En complément des principes édictés en mai 2015 à propos des armes légères, ces dernières ne devraient en principe plus être exportées vers des pays tiers. En 2018, nous allons ciseler les directives sur les exportations d'armes qui datent de 2000 et ainsi réagir aux données désormais en présence.

À partir de maintenant, nous n'autoriserons plus les exportations vers des pays tant qu'ils sont directement impliqués dans la guerre du Yémen. Les sociétés bénéficient du principe de bonne foi à condition qu'elles prouvent que les livraisons déjà autorisées restent exclusivement dans le pays de destination. Nous souhaitons convenir de cette politique restrictive d'exportation vis-à-vis du Yémen avec nos partenaires dans le cadre des projets communs européens.

Sur cette base, nous visons également la mise en place d'une politique européenne commune sur les exportations d'armements et souhaitons développer davantage la position commune de l'UE.

4. Coopération bilatérale et régionale en Europe et dans le monde

Balkans occidentaux

Nous soutenons la perspective d'adhésion à l'UE des Balkans occidentaux. Pour lancer des négociations d'adhésion ou une adhésion proprement dite, nous exigeons dans un premier temps que les pays de la région respectent entièrement les critères d'adhésion. Ils doivent notamment entamer des réformes globales, durables et irréversibles concernant l'État de droit et la lutte contre le crime organisé et la corruption.

Nous sommes déterminés à soutenir plus que jamais les efforts de réforme des Balkans occidentaux. En outre, le gouvernement fédéral continuera de soutenir activement la coopération dans la région, en particulier dans le cadre du « processus de Berlin ».

Russie

L'Allemagne a tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec la Russie et à coopérer étroitement avec elle afin de garantir la paix et de résoudre les grands conflits internationaux.

La Russie est notre plus grand voisin européen. Avec elle, nous voulons garantir la paix en Europe, l'intégrité des frontières nationales et la souveraineté de tous les États uniquement sur la base des principes de l'OSCE. Il existe un fort potentiel d'échange économique et d'importants intérêts communs dans le domaine de la société civile.

Par conséquent, nous regrettons que la politique de la Russie, notamment au niveau des droits de l'homme, marque un recul significatif. Par son annexion illégale de la Crimée et son intervention dans l'Est de l'Ukraine, la Russie bafoue les règles pacifiques européennes. La politique extérieure actuelle de la Russie exige de nous une attention et une résilience particulières.

L'Allemagne et la France continueront de travailler intensément à résoudre le conflit dans l'Est de l'Ukraine et de mettre en œuvre les accords de Minsk. Ces efforts s'articulent autour du respect du cessez-le-feu dans l'Est de l'Ukraine et du retrait de toutes les armes lourdes et forces armées de la région. Ces évolutions doivent être assurées par une mission des Nations Unies. La Russie et l'Ukraine doivent toutes deux remplir les obligations édictées par les accords de Minsk.

En mettant en œuvre les accords de Minsk, nous nous tenons prêts à lever les sanctions et à ainsi engager un dialogue avec nos partenaires européens.

Nous adhérons à la vision d'un espace économique commun s'étendant de Lisbonne à Vladivostok. Les deux protagonistes, ainsi que l'ensemble de l'Europe pourraient en bénéficier.

Notre politique à l'égard de la Russie vise à restaurer des relations pacifiques, basées sur la confiance mutuelle et les intérêts communs, ce qui permettrait de rétablir un partenariat étroit.

Pour ce faire, nous comptons renforcer la coopéra-

tion civile avec les pays du Partenariat oriental et la Russie, notamment dans le cadre du dialogue de Saint-Pétersbourg. Nous sommes pour cela prêts à augmenter les fonds investis.

Ukraine

Nous soutiendrons activement l'Ukraine dans la restauration de son intégrité territoriale totale et dans le renforcement de la stabilité et du développement social. Nous attendons et encourageons la mise en œuvre cohérente du programme de réforme en Ukraine, en particulier la lutte contre la corruption, dans le but de moderniser totalement le pays. Nous n'assurerons des transferts financiers que dans des conditions strictes.

L'Allemagne est prête à apporter une contribution substantielle à la reconstruction du Donbass dès que des progrès notables dans la mise en œuvre des accords de Minsk le permettront.

Turquie

La Turquie est un partenaire essentiel de l'Allemagne et un voisin de l'UE avec lequel nous entretenons des relations multiples. Par conséquent, nous avons tout intérêt à entretenir de bons rapports avec la Turquie.

Depuis un moment, la situation de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme en Turquie ne cesse de se détériorer. Par conséquent, nous n'envisageons ni de fermer le chapitre des négociations d'adhésion, ni d'en ouvrir un nouveau.

La libéralisation des visas ou une extension de l'union douanière ne deviendra possible que si la Turquie remplit les conditions préalables nécessaires.

Région du Proche-Orient, du Moyen-Orient, région du Golfe et Afrique du Nord

Nous sommes conscients des responsabilités particulières assumées par l'Allemagne envers Israël en tant qu'État juif et démocratique et envers sa sécurité. Pour nous, Israël a indéniablement le droit d'exister et il s'agit de l'un des piliers de la politique allemande. Notre objectif est de faire en sorte que chacun au Proche-Orient et au Moyen-Orient puisse vivre sans crainte et dans la dignité.

L'Allemagne continuera de se vouer à trouver une solution bilatérale au conflit du Proche-Orient. Le statut de Jérusalem, ainsi que d'autres questions relatives au statut final, ne seront clarifiés qu'au

cours des négociations afin d'être définitivement acceptés et viables. La politique actuelle de colonisation menée par Israël est en contradiction avec le droit international en vigueur. Nous n'y adhérons pas étant donné qu'elle rend difficile le chemin vers une solution entre les deux États.

Nous prendrons une initiative au sein de l'UE pour assurer un financement suffisant et durable, ainsi que réformer l'Agence des Nations Unies pour le Secours et les Travaux en faveur des réfugiés palestiniens (UNRWA). Dans le même temps, nous condamnons tous les appels à la violence et à l'hostilité. Le droit d'exister d'Israël ne doit pas être remis en question. Nous exigeons que tout agissement compromettant les possibilités de trouver une solution de paix durable prenne fin immédiatement. Dans les territoires palestiniens, des progrès démocratiques doivent être réalisés à tous les niveaux.

Le Proche-Orient et le Moyen-Orient se caractérisent par une grande instabilité politique, des luttes intestines et des tensions régionales. La guerre en Syrie n'est pas terminée et l'EI continue de faire régner la terreur. Ces crises touchent directement l'Allemagne et l'Europe sous la forme de mouvements de réfugiés et d'attaques terroristes.

Il est donc dans notre intérêt d'aider à initier le processus politique qui permettra de surmonter le conflit syrien en coopération avec nos partenaires internationaux. En la matière, nous nous en tenons au principe d'intégrité territoriale de la Syrie et de l'Irak. Nous sommes prêts à intensifier encore notre engagement en faveur de la stabilisation, de l'aide humanitaire et du développement dans les deux pays. L'Allemagne compte s'engager notamment dans le développement de programmes de retour volontaire pour aider les gens à rentrer chez eux.

Dans ce contexte, nous comptons également poursuivre et adapter notre engagement dans le cadre de la coalition anti-EI.

Nous poursuivrons nos efforts en faveur de la diminution des tensions et des rivalités dans la région. Nous sommes ravis de constater que nos partenaires dans la région avancent sur le terrain des réformes de modernisation et d'ouverture (par exemple, « Vision 2030 » en Arabie Saoudite). Parallèlement, nous attendons en particulier une amélioration de la situation préoccupante des droits de l'homme.

Nous sommes déterminés à protéger et à mettre pleinement en œuvre l'accord sur le nucléaire avec l'Iran (JCPOA). Il s'agit notamment de respecter au pied de la lettre les dispositions techniques en matière de nucléaire, ainsi que de supprimer les obstacles spécifiques qui pèsent sur l'activité économique de l'Iran.

Le rôle de l'Iran au Proche-Orient et au Moyen-Orient demeure problématique. Nous sommes préoccupés par le programme de missiles balistiques et les activités de l'Iran dans la région. Nous voulons mettre au point à ce sujet des approches politiques avec nos partenaires.

Dans certains pays tels que la Jordanie, le Liban, l'Égypte et la Tunisie, nous allons promouvoir la stabilisation économique et politique, et renforcer la résistance aux dangers liés aux structures terroristes. En outre, nous soutiendrons le gouvernement d'unité de la Libye et le processus de l'ONU, ainsi que le renforcement des institutions notamment dans le domaine du droit.

Afrique

Aucune partie du globe n'illustre mieux que l'Afrique les changements de la politique internationale. Le partenariat avec les États africains constitue l'un des grands enjeux actuels. Il est dans notre intérêt de politique économique, de politique de sécurité et de politique migratoire de contribuer à réduire les écarts de développement et de prospérité.

Notre politique africaine suit à présent une vaste approche impliquant plusieurs ministères. Cette approche va également se traduire par la poursuite et le développement de nos orientations politiques en Afrique, auxquels participent tous les ministères concernés sous l'égide du ministère des Affaires étrangères.

En bâtissant sur la période législative précédente, nous devons développer nos plans d'action, tant allemands qu'européens, par des mesures déterminantes et d'envergure dans des domaines clés: nouvelles approches de la bonne gouvernance, développement et expansion de la structure africaine de paix et de sécurité, investissements privés durables et favorisant le développement, renforcement des infrastructures, soutien au secteur de l'éducation, création d'emplois décents et soutien aux secteurs liés à la sécurité.

Nous voulons soutenir y compris financièrement les efforts de l'Union africaine (UA) et des organ-

isations régionales en faveur d'une plus grande intégration.

En compagnie de nos partenaires européens, nous allons intensifier la collaboration avec la région du G5 Sahel, la coopération civile et de sécurité dans le cadre d'une approche politique globale. Nous soutenons l'établissement de la nouvelle force d'intervention dans les États du G5 Sahel.

Amérique latine

L'Amérique latine et l'Europe ont beaucoup en commun et partagent des intérêts stratégiques. Nous voulons en particulier intensifier nos relations commerciales en finalisant rapidement les négociations en cours de l'UE avec le Mexique et le Marché commun du Sud. Outre les questions commerciales, la politique climatique, la protection de l'environnement, la justice sociale, la mondialisation équitable, la sécurité et la paix constituent l'épine dorsale de notre coopération.

Asie

Le dynamisme constant de l'Asie continue de représenter de grandes opportunités pour l'Allemagne et l'Europe. Parallèlement, des mutations profondes se produisent dans l'ordre international dans la région. L'Asie est un baril de poudre du fait de la multitude de conflits non résolus. Nous nous prononçons donc en faveur d'un engagement fort en matière de politique économique, sociale et de sécurité de l'Allemagne et de l'Europe en Asie.

Nous voulons cultiver et approfondir nos liens d'amitié et les précieuses relations de partenariat qui nous unissent au Japon depuis des décennies. Il en va de même pour la Corée du Sud.

En raison de la situation géostratégique de l'Inde, de sa taille et du dynamisme de son développement, nous avons tout intérêt à approfondir notre partenariat stratégique.

La politique de la Chine et son développement futur sont aussi très importants pour nous. Son rôle géostratégique va continuer de s'accroître. Pour ce faire, nous allons développer notre partenariat stratégique. Le développement économique de la Chine constitue une véritable opportunité, surtout pour l'économie allemande. Pour autant, nous devons faire très attention à la forme de nos relations. En ouvrant leurs marchés, l'Allemagne et l'Europe doivent s'appuyer sur le principe de réciprocité et définir où se situent nos intérêts stratégiques communs et comment les sécuriser. L'initiative de la Route de la Soie en Chine illus-

tre parfaitement les opportunités et les risques. Pour ce faire, nous souhaitons mettre au point une réponse européenne afin de préserver nos intérêts, et de mieux équiper et regrouper les instruments financiers allemands et européens.

Parallèlement, dans le dialogue avec la Chine, étant donné les nombreuses projections de puissance et d'influence chinoises, nous soulignerons l'importance d'un ordre international fondé sur des règles pour la stabilité et le bon fonctionnement de l'économie mondiale. Nous insisterons également sur le respect des droits de l'homme et l'état de droit.

Le programme nucléaire militaire de la Corée du Nord constitue actuellement l'une des plus grandes menaces pour la paix mondiale. Le pays est d'ailleurs sanctionné à juste titre. Nous sommes convaincus que la solution ne peut être que diplomatique.

Afghanistan

Nous sommes convaincus que l'Afghanistan doit continuer à être soutenu afin qu'à l'avenir il soit en mesure d'assurer sa propre sécurité avec des structures de sécurité opérationnelles. Notre objectif consiste à mettre au point un processus de paix et de réconciliation mené par les Afghans et une participation constructive des acteurs régionaux, en particulier du Pakistan. Nous sommes prêts, en collaboration avec nos alliés, à poursuivre notre engagement civil et militaire, en particulier dans le nord du pays.

Politique de commerce extérieur et politique extérieure en matière de culture et de formation

La puissance économique de l'Allemagne est à l'origine de notre prospérité, ainsi que l'une des conditions préalables à notre influence au niveau de notre politique extérieure. La force de l'économie allemande repose sur sa grande compétitivité et sur son intégration internationale.

Au cours des années qui viennent, une décision sera prise quant aux normes et règles de commerce, de climat et de politique énergétique qui vont façonner l'ordre international. En cette période qui voit le protectionnisme gagner du terrain, la politique commerciale et économique internationale a gagné en importance au niveau de la politique extérieure.

Par conséquent, nous voulons renforcer les institutions centrales d'un système économique et commercial multilatéral et réglementé, telles que

l'Organisation mondiale du commerce, l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et conclure de nouveaux accords de libre-échange en faisant participer la société civile.

5. Soutien aux fondations politiques

Les fondations politiques apportent une contribution indispensable au dialogue international et renforcent ainsi le prestige de la République fédérale d'Allemagne. Nous voulons également soutenir et sécuriser juridiquement le travail international des fondations politiques à l'avenir.

Développement de la politique extérieure en matière de culture et d'éducation

La concurrence mondiale plus acharnée concernant les cerveaux, les idées et les valeurs illustre l'importance de la politique extérieure en matière de culture et d'éducation (AKBP) pour le prestige et l'influence de l'Allemagne dans le monde. Elle fait partie intégrante de notre politique extérieure. En cette période législative, nous voulons augmenter les ressources mises à la disposition de la politique extérieure en matière de culture et d'éducation.

Nous voulons exploiter au mieux les opportunités de l'AKBP en développant les échanges internationaux, en particulier dans les domaines de la science, de la culture, de l'éducation, de la langue et du sport. Le réseau du Goethe-Institut doit être développé, notamment dans le cadre de la coopération franco-allemande, modernisé dans le domaine numérique et étendu en s'ouvrant à de nouvelles formes de coopération. Le réseau des écoles allemandes à l'étranger et les partenariats scolaires internationaux doivent être étendus et renforcés. Nous soutenons dans leur action nos intermédiaires, tels que l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD), la Fondation Alexander von Humboldt et l'Institut pour les relations étrangères.

L'Europe est aussi un projet culturel. Par conséquent, la dimension européenne de l'AKBP devrait être davantage prise en compte à tous les niveaux, y compris en vue de la présidence allemande du Conseil en 2020.

Surtout dans les zones de crise, nous renforcerons notre engagement en faveur de la protection des biens culturels et de la préservation du patrimoine culturel, notamment par le biais de l'Institut allemand d'archéologie, ainsi que des programmes de protection des artistes, des scientifiques et des journalistes persécutés.

Nous voulons renforcer la communication stratégique extérieure et, en particulier, la coopération avec la Deutsche Welle, et l'orienter vers l'avenir numérique afin de donner une image réaliste de l'Allemagne. Ces mesures sont également nécessaires pour rivaliser avec les récits et les valeurs, et pour lutter contre la corruption de l'information hybride dans diverses régions du monde.

Nous voulons renforcer la coopération culturelle avec l'Afrique et promouvoir un échange culturel plus fort, en particulier à travers l'étude du colonialisme et le développement des musées et institutions culturelles en Afrique.

Nous voulons mettre à disposition des ressources, notamment pour l'exposition de l'avion « Landshut » en mémoire du détournement en 1977 et pour la rénovation urgente de l'abbaye de la Dormition à Jérusalem.

Nous voulons soutenir activement les réformes nécessaires de l'UNESCO. Pour ce faire, nous continuerons de développer le travail de la Commission allemande pour l'UNESCO et de lui fournir les ressources nécessaires.

Groupes ethniques allemands et minorités

Les groupes ethniques allemands et les minorités font partie de notre identité culturelle et historique, enrichissent la diversité culturelle de leurs pays et représentent un lien important entre l'Allemagne et ses pays partenaires. Nous voulons les encourager et les soutenir davantage.

6. Droits de l'homme, prévention des crises et aide humanitaire

Les droits de l'homme sont universels et indivisibles.

Nous sommes résolument opposés à la réduction croissante et ciblée des sociétés civiles (« espaces de rétrécissement ») attachés à la démocratie, à l'état de droit et au respect des droits de l'homme. Nous continuons de travailler sans relâche à abolir la peine de mort et à interdire la torture, à renforcer les droits des femmes, en particulier dans les conflits violents, à protéger et renforcer les droits des enfants, à protéger les travailleurs et les droits syndicaux. Nous luttons contre la traite des esclaves, le trafic d'organes, et l'exclusion et la violence liées à l'orientation sexuelle.

Nous voulons renforcer rigoureusement les mécanismes de protection des droits de l'homme au niveau des Nations Unies, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Nous soutenons activement le travail de la Cour pénale internationale et des tribunaux ad hoc des Nations Unies, ainsi que leur action par la communauté internationale. Nous participons à la poursuite du développement du droit international humanitaire. Nous sommes attachés à la Convention européenne des droits de l'homme. En outre, nous améliorerons la cohérence des droits de l'homme entre les différents domaines politiques et renforcerons l'architecture des droits de l'homme en Allemagne.

Pour protéger les parlementaires persécutés et les défenseurs des droits de l'homme, nous voulons renforcer le programme de parrainage parlementaire « Protéger les parlementaires » du Bundestag.

Nous demandons la ratification du Protocole additionnel au Pacte social des Nations Unies et de la Convention OIT 169 sur la protection des peuples autochtones.

La liberté de religion est un droit humain fondamental de plus en plus restreint, voire complètement contesté dans le monde entier. Cela s'applique à de nombreuses minorités religieuses dans le monde entier. Nous faisons part de notre solidarité à toutes les minorités religieuses défavorisées, notamment à plusieurs millions de chrétiens persécutés.

Nous allons créer l'Office du/des délégué(s) du gouvernement fédéral pour la liberté religieuse mondiale. Nous allons continuer d'élaborer le rapport du gouvernement fédéral sur la situation mondiale de la liberté religieuse tous les deux ans et avec une approche systématique des länder.

Nous nous sommes engagés à mettre en œuvre de manière cohérente le plan d'action national pour l'économie et les droits de l'homme (NAP), y compris les marchés publics. Si l'examen efficace et complet du NAP 2020 conclut que l'engagement volontaire des entreprises est insuffisant, nous agirons à l'échelle nationale et nous nous engagerons dans une réglementation à l'échelle de l'UE.

Prévention des crises et aide humanitaire

Nous appliquerons systématiquement les lignes directrices pour la prévention des crises, la gestion des conflits et la promotion de la paix adoptées en 2017 en tant que cadre de référence pour l'engagement de l'Allemagne en matière de prévention des crises et de promotion de la paix.

Nous mettons en œuvre le deuxième plan d'action national pour la résolution 1325 de l'ONU visant à une représentation équivalente des femmes dans la prévention des crises, la gestion des conflits et la consolidation de la paix.

Nous renforcerons le Service civil pour la paix et le Centre pour les opérations internationales de paix (ZIF) en tant que centre de compétences pour les opérations de maintien de la paix. À moyen terme, nous nous efforçons de permettre au ZIF de constituer et de maintenir une réserve civile d'intervention, disponible à court terme.

Nous nous engageons à augmenter l'importance de l'aide humanitaire et renforcerons le respect des principes humanitaires internationaux et du système des Nations Unies. Ceci est à la fois dans le sens d'une aide concrète pour la survie des humains et la minimisation des conflits. Nous coordonnerons plus étroitement et plus efficacement l'aide humanitaire avec les tâches de prévention des crises, de stabilisation, de réduction des risques de catastrophe et de promotion de la paix, et, en application des décisions du Sommet mondial humanitaire 2016, nous serons davantage intégrés à la coopération au développement structurelle.

7. Modernisation de la Bundeswehr

La Bundeswehr est le garant de notre sécurité. Avec nos partenaires, elle apporte une contribution essentielle à la protection et à la défense de

notre pays et de nos alliés. Grâce à une approche globale et interconnectée, elle s'engage en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde entier.

Nous soulignons le caractère de la Bundeswehr en tant qu'armée parlementaire. Elle est soumise au contrôle du Bundestag qui assume donc des responsabilités particulières par rapport à nos soldats. Pour que la Bundeswehr puisse remplir correctement sa mission à tous les niveaux, nous fournirons aux soldats le meilleur équipement, la meilleure formation et le meilleur soutien possibles, notamment en ce qui concerne l'équipement personnel.

Pour ce faire, nous nous adapterons systématiquement aux revirements de la Bundeswehr, au niveau du personnel, du matériel et du budget. La situation actuelle en matière de politique de la sécurité exige une plus forte accentuation de la défense nationale et de l'alliance. La Bundeswehr doit en tenir compte dans sa configuration.

Adaptation des missions actuelles de la Bundeswehr à l'étranger

Les missions de la Bundeswehr à l'étranger se déroulent toujours dans le cadre d'un concept politique faisant l'objet d'une évaluation continue.

La mission de la Bundeswehr dans le nord de l'Irak a réussi et l'EI a ainsi subi un important repli militaire. Nous pouvons par conséquent mettre fin au mandat de formation dans le nord de l'Irak. Le seuil supérieur du mandat anti-EI pour soutenir et soulager nos alliés, notamment la France, peut être nettement réduit. Nous voulons ensuite développer ce mandat en faveur de la stabilisation globale et de la lutte durable contre la terreur de l'EI, en particulier à travers le renforcement des ressources.

Nous voulons continuer à participer au mandat RSM (Resolute Support Mission) en Afghanistan, avec un mandat inchangé. Dans le cadre du concept de protection multilatéral mis au point pour le nord de l'Afghanistan, nous augmenterons le nombre de soldats protégeant les formateurs.

Nous allons poursuivre la mission MINUSMA mandatée par l'ONU au Mali. Pour prendre en charge les responsabilités liées au camp militaire des Néerlandais, nous allons augmenter légèrement la limite supérieure.

Pour les membres de la Bundeswehr: un employeur attrayant

Le principe directeur central de gestion interne et du soldat en tant que « citoyen en uniforme » demeure la référence. Nous voulons renforcer ce fondement avec le processus « Gestion interne aujourd'hui ». L'éducation politique est déterminante. Un décret d'avenir va remettre l'histoire de la Bundeswehr au cœur des débats.

La disponibilité et toutes les ressources de la Bundeswehr reposent sur un personnel militaire et civil suffisant, qualifié et hautement motivé. Par conséquent, la Bundeswehr doit rester dans les années à venir un employeur moderne, compétitif, attractif et s'adaptant à la démographie, avec en permanence les ressources qui conviennent. Seules de bonnes conditions de travail peuvent permettre aux soldats et employés civils d'être performants et épanouis dans leur travail.

À ce niveau, nous continuerons de développer les concepts du programme d'attractivité et de la stratégie des effectifs de la Bundeswehr, et d'accroître sa compétitivité.

Lorsqu'une action législative sera nécessaire, nous présenterons un projet de loi visant à renforcer durablement les effectifs de la Bundeswehr afin de rendre les structures salariales plus compétitives, de rendre le statut plus flexible et de mieux gérer les charges élevées liées aux exigences de mobilité. Nous améliorerons également la sécurité sociale du personnel de la Bundeswehr, notamment en ce qui concerne l'accès à l'assurance maladie obligatoire après la fin du service militaire, ce qui permettrait de combler les lacunes et de renforcer l'évolution professionnelle.

Des logements doivent également être fournis si nécessaire aux soldats qui n'en bénéficient pas automatiquement.

Nous évaluerons, examinerons et développerons davantage les structures de formation de la Bundeswehr, ainsi que sa culture de leadership et de formation dans le cadre d'une « formation de revirement ». Si nécessaire, nous voulons réintroduire au sein des troupes des structures de formation largement centralisées. La Commission de la défense y prend part.

Les responsabilités de l'employeur, auprès duquel les soldats sont liés à vie par un serment de service, ne prennent pas fin à leur départ de la Bundeswehr. Cela vaut également pour les plus

proches des soldats qui ont été blessés alors qu'ils défendaient notre pays. Il s'agit aussi de traiter rapidement et sans bureaucratie les demandes de dédommagement pour les blessures subies dans l'exercice du service militaire dans le cadre des réglementations légales.

Tous les soldats de la Bundeswehr méritent une reconnaissance sociale pour leur contribution à la paix et à la liberté. Cette gratitude s'adresse également aux employés civils de la Bundeswehr. En général, l'infrastructure doit être disponible rapidement, au bon moment et au bon endroit, pour permettre de remplir les missions prévues. La Bundeswehr travaille en étroite collaboration avec les autorités des länder. Les processus doivent être évalués, optimisés, et les responsabilités et capacités d'action de la Bundeswehr doivent être renforcées.

Avant la cession définitive des biens de la Bundeswehr, nous examinerons les besoins futurs en tenant compte des revirements. Nous examinerons également nos propres besoins en ce qui concerne les biens déjà cédés.

Le gouvernement fédéral présentera rapidement un rapport complet sur le renseignement militaire à la Commission de la défense.

Pour moderniser les équipements de la Bundeswehr

La Bundeswehr se procure ce dont elle a besoin et non ce qu'on lui propose.

Pour être parfaitement équipés, nos soldats ont besoin d'un armement transparent, efficace et optimisé en fonction du contexte. Nous poursuivrons le renouvellement, la modernisation et l'expansion de la Bundeswehr, qui a débuté au cours de la législature précédente, accélérant ainsi les processus, en particulier l'approvisionnement.

Cela nécessite une adaptation des conditions cadres de l'armement en Allemagne, dont certaines sont restées inchangées depuis des décennies.

D'ici la fin de l'année 2019, nous étudierons la manière dont l'organisation de l'approvisionnement de la Bundeswehr doit être adaptée à sa forme organisationnelle sur ses sites.

En plus d'assurer le financement durable de la Bundeswehr, nous instaurerons les conditions nécessaires pour assurer la planification et le fi-

nancement de la sécurité des investissements dans les armements.

En raison de la représentation différenciée des projets d'armement dans le budget et des rapports semestriels sur les armements, la transparence pour le Parlement a considérablement augmenté.

Pour pouvoir répondre plus rapidement aux besoins des missions ou des engagements, nous fournirons des directives d'interprétation pour la renonciation à la procédure d'appel d'offres (§ 12 du décret sur la passation de marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité). Pour préserver la souveraineté nationale au niveau des technologies clés, nous utiliserons plus systématiquement les marges de manœuvre existantes, nous fournirons des directives d'interprétation et examinerons dans quelle mesure la dérogation à l'article 346 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne peut être exploitée plus largement au niveau de l'approvisionnement. Nous apporterons également les ajustements juridiques nécessaires.

Sous l'égide du ministère fédéral de la Défense et du ministère fédéral de l'Intérieur, nous mettrons en place l'ADIC (Agentur für Disruptive Innovationen in der Cybersicherheit und Schlüsseltechnologien - Agence chargée des innovations en matière de cybersécurité et de technologies clés) et un fonds de sécurité informatique pour protéger les principales technologies liées à la sécurité.

Les opportunités et risques qui accompagnent la numérisation constituent également un enjeu essentiel pour la Bundeswehr. La numérisation de la Bundeswehr doit se dérouler de manière cohérente et disposer des ressources nécessaires. La numérisation se caractérise par une cadence d'innovation effrénée: cela vaut également pour la Bundeswehr. Nous allons suivre les lignes de développement de la Bundeswehr dans le domaine de la cybersécurité définies dans le livre blanc 2016.

Dans le cadre de l'Union européenne de défense, nous continuerons de développer le drone Euro. En attendant, la Bundeswehr loue le drone HERON TP. Le Bundestag se prononcera à part concernant l'acquisition d'armements après une évaluation détaillée du droit international, du droit constitutionnel et de l'éthique. Pour ce faire, le gouvernement fédéral préparera un projet de loi distinct et le soumettra au Bundestag.

Avant d'acquiescer des drones prêts à l'emploi à l'avenir, il est indispensable d'élaborer les principes conceptuels de leur utilisation.

Nous refusons catégoriquement les exécutions illégales, y compris par des drones.

8. Politique de développement pour une mondialisation juste

La mondialisation doit être juste. Le fossé entre les pauvres et les riches dans le monde ne doit pas continuer de se creuser.

Notre mission consiste à mettre en œuvre les engagements des Sommets (G7 et G20) en matière de politique de développement, de l'Agenda 2030 des Nations Unies avec ses 17 objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat qui met à contribution la société civile.

L'action gouvernementale s'articule autour de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de la promotion du développement durable. Nous voulons développer la stratégie nationale de développement durable de manière continue et ambitieuse.

Pour relever les défis mondiaux à venir, nous avons besoin à la fois de fonds publics, d'investissements privés durables et favorables au développement et d'une nouvelle politique commerciale équitable. Nous ne pouvons réussir qu'avec une bonne gouvernance au niveau de nos partenaires.

Nous nous sommes engagés à mieux prendre en compte les intérêts des pays en voie de développement dans la politique financière et fiscale internationale pour mettre en place des mécanismes de financement durables et développer des systèmes fiscaux efficaces et équitables.

Commerce équitable

Le commerce équitable et durable requiert des règles communes et des directives claires. Le meilleur cadre à ces fins est celui des Nations Unies et de ses organisations de commerce et de développement (UNCTAD), de développement (ONUDI), ainsi que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation internationale du travail (OIT). En collaboration avec nos partenaires, nous lancerons de nouvelles initiatives pour finaliser ef-

ficacement le plan du développement du cycle de négociations commerciales mondiales de l'OMC et donner une nouvelle impulsion aux relations commerciales équitables.

Nous voulons faire figure de pionnier d'une politique commerciale équitable avec l'Afrique. Nous passerons en revue les Accords de partenariat économique de l'UE avec les États africains (EPA) pour voir s'ils peuvent aider au développement économique et social. En outre, nous nous engageons à appliquer des normes sociales (y compris les normes fondamentales de l'OIT), les droits de l'homme et de l'environnement, et des mécanismes concrets de recours, d'examen et de réponse dans tous les accords commerciaux, d'investissement et de partenariat économique. Cela vaut également pour le régime des préférences généralisées de l'UE (APS et APS+). Nous soutenons l'Union africaine dans l'instauration d'une zone de libre-échange panafricaine unifiée.

Nous mettrons en œuvre rapidement la réglementation de l'UE sur le commerce des « minéraux des conflits » dans la législation nationale avec des dispositions d'application strictes et œuvrerons au niveau européen à la suppression des limites et à la propagation sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Mise en œuvre d'un plan Marshall avec l'Afrique

Dans le cadre du Plan Marshall avec l'Afrique, nous renforcerons et conditionnerons la coopération avec les pays partenaires de la réforme et du G20. En vue de la mise en œuvre, un comité verra le jour sous l'égide du ministère de la coopération économique et du développement. L'accent sera mis sur un programme de soutien à la création de PME et de start-up, visant à créer plus d'opportunités et des emplois décents, et à contribuer au renforcement des offres africaines, un programme de partenariat au niveau de la formation, et la mise en place et la promotion des énergies renouvelables décentralisées.

Nous soutenons les processus de transformation des pays méditerranéens et souhaitons continuer d'intégrer progressivement les pays du Maghreb à l'espace économique européen.

Lors des négociations relatives au prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne, nous nous efforcerons d'augmenter les ressources mises à la disposition de notre coopération avec l'Afrique. Nous organiserons activement les négocia-

tions post-Cotonou en appelant la société civile à y participer.

Égalité des droits et formation en tant qu'éléments clés du développement durable

L'égalité des droits entre les femmes et les hommes, ainsi que le soutien aux droits des filles et des femmes demeurent le fondement de notre coopération au développement. Nous voulons promouvoir des opportunités satisfaisantes d'éducation et de formation pour chacun dans l'ensemble de l'univers de l'éducation. Par conséquent, nous développons ce domaine dans tous les pays partenaires et souhaitons augmenter considérablement le budget qui lui est alloué d'ici la fin de la législature. Nouveauté: nous voulons en outre combiner les projets d'investissement des banques régionales de développement avec la formation professionnelle. Nous augmentons également les ressources allouées à l'éducation au développement au sein de nos frontières. Nous tenons également à exploiter les opportunités offertes par la numérisation pour faire avancer le développement. Nos priorités seront le soutien à la création de centres numériques, la promotion du E-learning et les mesures visant à développer l'E-Health.

Promotion du développement des systèmes de sécurité sociale et de santé

Nous nous engageons en faveur de la mise en œuvre réussie de la création et du développement de systèmes universels de protection sociale, impliquant les syndicats et les organisations non gouvernementales. Parmi eux, citons en particulier les systèmes de santé.

Nous voulons investir dans la recherche publique afin de lutter en particulier contre les maladies négligées et celles liées à la pauvreté. Nous voulons tenir nos engagements et garantir un financement suffisant aux partenariats internationaux, tels que le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM) et Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI).

En faveur d'un monde débarrassé de la faim et de la pauvreté

Surmonter la faim et la pauvreté partout dans le monde reste un objectif essentiel de notre politique de développement. Nous voulons également renforcer les zones rurales dans le cadre de l'initiative spéciale « Un monde sans faim » et mettre au premier plan la promotion des petits agriculteurs, des solutions locales durables et des approches coopératives. Ces efforts doivent princi-

palement servir la production alimentaire pour les marchés locaux et régionaux.

Nous lutterons contre toute forme de spéculation alimentaire irresponsable. Nous réaffirmons notre engagement (sommet du G7 de 2015 à Elmau) à sauver 500 millions de personnes de la famine et de la malnutrition. Nous nous sommes engagés en faveur d'un accès équitable à la terre, à l'eau et au poisson pour les populations locales et refuserons tout « accaparement des terres ».

Renforcement de la protection du climat et adaptation au changement climatique

Nous voulons accompagner les pays en voie de développement et émergents dans leurs efforts de protection du climat et d'adaptation au changement climatique, ainsi que dans la préservation de la biodiversité. Nous privilégions la promotion des énergies renouvelables, l'approvisionnement décentralisé, en particulier dans les zones rurales, et l'accès à une énergie propre, abordable et sûre. Nous allons conclure de nouveaux partenariats avec des pays en voie de développement et émergents.

Nous voulons mettre en place des incitations à l'investissement pour financer des projets de protection du climat dans les pays émergents et en voie de développement, qui amélioreront les structures nécessaires à une économie verte et à un développement des énergies renouvelables. Par une coopération au développement multilatérale et bilatérale, nous voulons soutenir le développement de systèmes d'économie de recyclage.

Lutte contre les causes de l'exil: donner naissance à des perspectives d'avenir

Les situations d'urgence sur le plan existentiel conduisent à l'exil et à la migration. Nous voulons réduire les causes structurelles les plus graves à l'origine de l'exil, apporter une contribution déterminante à la reconstruction, contribuer au retour des réfugiés et continuer à aider les pays d'accueil à relever les défis qu'ils rencontrent. À ces fins, nous mettons notamment au point notre programme « Cash for Work », ainsi que d'autres initiatives.

Développement du financement du développement et de l'investissement durable

Nous augmenterons également considérablement le budget que nous consacrons à la coopération au développement, à l'aide humanitaire et à la prévention civile des crises. Nous visons à atteindre un rapport APD de 0,7 %.

Nous tiendrons notre engagement qui consiste à mettre dès que possible 0,15-0,2 % du revenu national brut à disposition des pays les plus pauvres (PMD).

Nous explorerons les moyens de créer des fonds basés en Allemagne avec des capitaux privés à des fins de développement.

Nous voulons adapter les instruments de la société allemande d'investissement et de développement.

Il n'est possible de recourir aux fonds publics pour mobiliser et sécuriser les capitaux privés que dans le cadre de projets conformes aux normes sociales, professionnelles et environnementales reconnues au niveau international. Pour promouvoir les investissements privés durables, nous envisageons d'élaborer une loi sur l'investissement dans le développement avec le soutien étroit des parlementaires. Nous voulons ainsi prendre en compte les défis spécifiques des pays fragiles et les moins développés.

Renforcement de nos partenaires de coopération

Nous voulons promouvoir l'engagement civique, en particulier en renforçant les organisations non gouvernementales, les églises, les syndicats, les fondations politiques et privées, et les partenariats avec l'économie et les municipalités. Nous voulons développer encore les programmes d'échange tels que le « Weltexpertenservice » et le programme « Weltwärts ».

Amélioration de l'efficacité de la coopération au développement

Nous voulons accroître l'efficacité en examinant les directives de mise en œuvre, en les adaptant rapidement et en coordonnant mieux les projets liés à l'APD.

www.kas.de

